

Logements Durables sur le Plateau de Kirchberg

KIEM LOT 4 – KIEM 2050

**Conditions générales de candidatures, de cession et d'occupation
des Logements Durables**

Mises à jour juin 2025 (Méthode de commercialisation libre)





I. MODALITES JURIDIQUES DE CESSION DES LOGEMENTS DURABLES

1. Les Logements Durables sont cédés dans le cadre d'un bail emphytéotique (assorti d'un droit de superficie)

Explication

Bail emphytéotique = droit réel, bail de longue durée (jusqu'à 99 ans) portant sur un immeuble sur lequel l'emphytéote a pleine jouissance moyennant le paiement d'une redevance, dans notre cas, unique et compris dans le prix d'acquisition du logement. Il exerce tous les droits liés à la propriété de l'immeuble, il s'engage à le mettre en valeur mais en aucun cas à en diminuer la valeur.

Complément d'information

Le droit d'emphytéose peut être donné en hypothèque. L'acquéreur devra obtenir l'engagement de ses créanciers hypothécaires, en cas de mise en œuvre des hypothèques, d'imposer à tout tiers acquéreur des droits réels d'emphytéose, de respecter l'ensemble des obligations de l'acquéreur, aux termes du présent acte, le tiers acquéreur devant s'engager personnellement vis-à-vis du Fonds ou ses ayants causes, dans son acte d'acquisition, à exécuter ponctuellement lesdites obligations jusqu'à l'échéance de la présente emphytéose. Le cahier des charges de toute vente publique des droits réels d'emphytéose devra de même comporter l'obligation pour l'adjudicataire de reprendre à son compte l'ensemble des obligations, aux termes de l'acte d'acquisition.

2. Durée et échéance du bail emphytéotique

> la durée du bail emphytéotique est fixée à **99 ans** et commence à courir à partir de la date de l'approbation par le Ministre de tutelle du Fonds de l'acte de concession de droit d'emphytéose et de superficie entre le Fonds et le promoteur, c'est-à-dire à partir du 15 juin 2023 ; le bail se termine donc le **14 juin 2122** à minuit.

> à l'échéance du bail emphytéotique, le Fonds ou ses ayants causes s'engage à racheter l'immeuble, en indemnisant uniquement la valeur du gros-œuvre fermé du bâtiment.



3. Régime juridique applicable

Les logements feront l'objet d'un acte notarié de **vente en état futur d'achèvement (VEFA)** conformément aux articles 1601-1 et suivants du Code civil.

II. RESUME DE LA PROCEDURE D'ACQUISITION DES LOGEMENTS

3/20

- > les personnes intéressées s'informeront en consultant le site web <https://www.kiem2050.lu/> ; elles ont également la possibilité de contacter le promoteur à l'adresse indiquée sur le site web afin d'obtenir des renseignements complémentaires relatifs aux logements ;
- > Les candidats qui souhaitent signer un contrat de réservation doivent ensuite remettre au promoteur un dossier de candidature.
- > avant de signer un contrat de réservation, il est vivement conseillé de rencontrer un ou plusieurs établissements de crédit afin de définir au mieux sa capacité de financement.
- > Lorsque les conditions suspensives indiquées au Contrat de réservation sont remplies, le candidat sera convoqué par le notaire pour la signature de l'acte notarié de vente en présence du Fonds avec un préavis de deux (2) semaines. Le jour de la signature de l'acte notarié, le candidat acquéreur devra régler l'intégralité de la redevance emphytéotique relative à la quote-part terrain, les frais et honoraires d'études et le cas échéant le prix des constructions déjà réalisées à la date de signature de l'acte notarié;
- > Le solde du prix de vente sera payable par tranches successives au fur et à mesure de l'avancement des travaux selon un échéancier qui sera précisé dans l'acte notarié ;
- > A la fin des travaux, pour autant que l'ensemble des paiements dus aient été réalisés, il est procédé à la remise des clefs à l'acquéreur.



III. CONDITIONS A RESPECTER EN VUE DE LA CANDIDATURE ET L'ACQUISITION

1. Intention des parties

Le but de l'opération est de permettre l'acquisition d'un logement par des personnes rencontrant des difficultés sur le marché libre étant donné les prix pratiqués, et non l'investissement immobilier.

L'intention du Fonds, acceptée par les candidats acquéreurs, est de lutter contre la spéculation immobilière et de promouvoir l'accès au logement. Pour ce faire, le Fonds se réserve un droit de préemption sur les logements cédés (voir ci-après) afin d'assurer que l'opération immobilière soit relativement neutre, limitant les possibilités de réalisation de plus-value et le risque de moins-values.

2. Mobilité interne

Le Fonds permet une **mobilité interne** à son programme de logement abordable, respectivement Durable, sous certaines **conditions cumulatives**.

Dans ce cadre, des acquéreurs ayant déjà acquis un logement abordable, respectivement Durable peuvent en acquérir un nouveau, à charge pour eux de revendre l'ancien au Fonds par l'exercice par ce dernier de son droit de préemption, dans les six (6) mois de l'achèvement et de la remise des clefs de nouveau logement.

Il leur revient de gérer les potentiels conséquences, par exemple charge fiscales (taux tva, abattement, réduction d'impôt, ...), ou charges hypothécaires, résultant de leur choix de changer de logement.

De même, le droit de préemption, et notamment, la détermination de la Valeur de préemption / de reprise, sera réalisée conformément aux dispositions applicables, sans régime particulier visant à atténuer les conséquences d'une revente du premier logement abordable, respectivement Durable peu de temps après son acquisition.

3. Qualité de personne physique

> un Logement Durable ne peut être acquis que par une(des) **personne(s) physique(s)** (à l'exclusion de personne(s) morale(s));

**4. Condition de l'occupation rémunérée, respectivement de l'habitation, dans la zone de la Ville de Luxembourg élargie**

> uniquement des personnes physiques privées, ayant une **occupation rémunérée** dans un **territoire** tel que défini en annexe 1 ;

> également les personnes physiques privées **retraitées**, qui elles ne sont pas soumises à la condition d'emploi dans le **territoire** défini en annexe 1, mais qui doivent par contre déjà habiter dans la zone définie.

5/20

Le candidat acquéreur d'un logement doit prouver qu'il dispose, au moment de l'acquisition du logement, d'une occupation rémunérée dans la zone telle que définie comme suit :

Territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

C'est le siège social de l'entreprise qui est retenu en premier lieu.

Sans préjudice de ceci, une personne peut tenter de démontrer par tout document (attestation, ...) que son activité principale (donc à plus de 50 %) se passe dans la zone. Cela sera alors souverainement apprécié par le Fonds.

Cette condition est à remplir tant lors de la candidature et de la signature de l'acte notarié.

Les **personnes retraitées**, au lieu de travailler dans la zone définie, doivent apporter la preuve quant à leur résidence principale au moment de la candidature dans la zone définie.

Dans le cas d'un groupe de deux (2) adultes, au moins un (1) des deux (2) doit remplir cette condition. Dans le cas d'un groupe d'adultes supérieur à deux (2), au moins la moitié des personnes doivent remplir cette condition.

Cette condition ne s'applique pas en cas d'occupation personnelle du logement Durable par un héritier lors d'une succession.

5. Condition de non-propriété préalable, respectivement d'engagement de cession

> Le candidat **ne doit pas** préalablement **être propriétaire ni usufruitier ni copropriétaire**, directement ou indirectement (par exemple via une ou



plusieurs SCI) d'un logement et/ou d'un terrain constructible pour le logement, ni au Luxembourg, ni à l'étranger, et ce ni au moment de leur candidature pour l'acquisition d'un logement, ni au moment de la signature de l'acte authentique de vente avec l'Emphytéote

Le candidat à l'acquisition d'un logement, qui serait (co)propriétaire ou (co)usufruitier d'un logement au Luxembourg ou à l'étranger, directement ou indirectement, doit mettre tout en œuvre pour céder son(ses) droit(s) sur le(s)dit(s) bâtiment(s), logement(s), terrain(s) dans les six (6) mois de la remise des clefs du logement du Projet Kiem2050.

6/20

Pour démontrer ladite cession, une fois celle-ci réalisée, un certificat de non propriété, ou équivalent, est à présenter. En cas de possession d'un bien, une attestation sur l'honneur avec l'engagement de céder son bien, respectivement son usufruit, dans le délai imparti est à présenter.

Cette clause ne s'applique pas en cas d'acquisition d'un logement Durable par voie de succession.

Des exceptions quant au respect de cette règle peuvent être accordées dans des cas très exceptionnels.

Sanction

Au cas où l'acquéreur ne respecte pas la présente clause, et à défaut de cession dans les six (6) mois, le Fonds ou ses ayants causes peut mettre fin, unilatéralement et de manière anticipée, de plein droit, à tout ou partie du droit d'emphytéose conféré à l'acquéreur, et ce à tout moment de la durée du bail.

La rétrocession se fera au profit du Fonds ou ses ayants causes d'après les conditions de détermination du prix de rachat du logement en cas d'exercice du droit de préemption.

Outre cette rétrocession, le Fonds ou ses ayants causes exige le paiement d'une **pénalité s'élevant à 50 000 €** (indice semestriel des prix à la construction Série A2 de janvier 2019 publié par le STATEC), sans préjudice d'autres dommages et intérêts. Dans ce cadre, le Fonds se réserve le droit à la compensation, hors, et uniquement à due concurrence, l'hypothèse où cette compensation grèverait la capacité par l'établissement de crédit impliqué de recouvrer une partie de son solde restant dû.



IV. CONDITIONS A RESPECTER APRES L'ACQUISITION : L'OCCUPATION

1. Occupation effective personnelle, principale et permanente

> le logement est à occuper de manière effective, personnelle, principale et permanente

;

La location, la non-occupation du logement ou la mise à disposition gracieuse ou à titre onéreux ne sont pas autorisées.

7/20

Explication :

Le candidat acquéreur doit acquérir un logement pour une utilisation et une occupation effective, principale, personnelle et permanente de celui-ci au sens du règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, tels que modifiés et interprétés.

Le respect de la condition de l'habitation effective, principale, personnelle et permanente devra être documenté, notamment moyennant la production d'un extrait du registre de la population émanant de l'administration communale de Luxembourg. Ce document est à produire, sur demande, endéans un délai de 6 mois après la remise des clés. La production de ce document sera nécessaire, mais pas forcément suffisante. En cas de doute, le Fonds se réserve le droit de solliciter d'autres preuves.

Sanction :

En cas de non-respect de cette condition (par exemple location, mise à disposition du logement – à titre onéreux ou gratuit -, non-occupation effective, personnelle, permanente et principale du logement, etc.), le Fonds ou ses ayants causes exige le paiement d'une pénalité :

- pour le logement : le paiement d'une sanction s'élevant à un montant fixe de 10.000€ (indice des prix à la construction du STATEC de janvier 2019),
- et pour la totalité des surfaces louées, un montant s'élevant à la totalité des loyers bruts hors TVA qu'il perçoit, qu'il percevra dans le futur et



qu'il a perçu dans le passé et ce pendant toute la durée du contrat de bail,

- l'annulation du contrat de location et l'occupation effective, personnelle, permanente et principale du logement par l'acquéreur lui-même.

La valeur de la pénalité est déterminée au jour de la constatation du non-respect.

Au cas où l'Acquéreur ne s'exécute pas ou au cas où une infraction supplémentaire devait être constatée, le Fonds est en droit d'exiger la rétrocession, respectivement l'annulation du Logement Durable à la Valeur de préemption, déduction faite **d'une indemnité forfaitaire de cinquante mille euros (EUR 50.000,-)** (indice des prix à la construction du STATEC de janvier 2019), sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

Cas particuliers

- Il n'est pas envisageable qu'une activité commerciale, en société ou en personne physique, soit domiciliée dans un logement. De même, la domiciliation de sociétés non-commerciales est aussi proscrite.
- En cas de décès de l'acquéreur du logement :
 - soit l'un quelconque des héritiers du défunt propriétaire prend possession du logement pour l'occuper personnellement (pour une utilisation effective, principale, personnelle et permanente) ; cette occupation doit intervenir endéans un délai d'un an après l'ouverture de la succession ;
 - soit le Fonds ou ses ayants causes rachète le logement à l'expiration du délai d'un an après l'ouverture de la succession à la Valeur de préemption.
- Des exceptions quant au respect de cette règle peuvent être accordées dans des cas très exceptionnels.

Dans ces cas, une éventuelle mise à disposition du logement à un promoteur public en vue d'une location soit à coût abordable, soit sociale, pourra éventuellement être envisagée, ce aux conditions à déterminer par ledit acteur public.



Dans ce cadre, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le Fonds ne garantit aucun loyer, au-delà d'un loyer symbolique (par exemple, 50€/mois). Le Fonds ou ses ayants causes se réserve le droit de procéder à des contrôles permettant de vérifier le respect des présentes dispositions.

V. REPARTITION DES LOGEMENTS

Le principe est le suivant :

9/20

L'accès aux différentes typologies est conditionné comme suit :

- un candidat-acquéreur avec enfant(s) et/ou personne(s) à charge peut prétendre à un Logement Fonds Kirchberg de deux (2) chambres, trois (3) chambres, quatre (4) ou cinq (5) chambres ;
- un candidat-Acquéreur sans enfant ou personne à charge ne peut prétendre qu'à un Logement Fonds Kirchberg d'une (1) chambre ou deux (2) chambres.

Pour la compréhension de la notion d'« enfants à charge », c'est la présence sur la composition de ménage, respectivement le certificat de résidence élargi, qui est retenue en premier lieu. Cependant, les enfants « à naître », en cas de grossesse avérée (attestation médicale à remettre), sont également pris en compte. Par ailleurs, la situation fiscale peut également faire foi.

Sans préjudice de ceci, une personne peut tenter de démontrer qu'elle a factuellement la charge d'un enfant en présentant tout document (jugement, attestation, ...) qui le prouve. Cela sera alors souverainement apprécié par le Fonds.

VI. TIRAGE AU SORT ET SUITES

Non applicable

VII. LES LOGEMENTS : CADRE APPLICABLE

Les logements sont vendus pour le prix indiqué aménagés et équipés de sanitaires (WC, baignoire et/ou douche, évier et robinets) de base.



La fourniture et l'installation d'autres équipements et d'autres aménagements sont à financer et à gérer par l'acquéreur, le cas échéant avec le promoteur, en supplément, ou en moins-value, étant entendu qu'en tout état de cause ces modifications ne peuvent donner lieu à aucune diminution ni remboursement du prix de vente convenu.

Dans la mesure où les surfaces sont achetées par les acquéreurs sur base d'un plan et d'une notice descriptive, ces documents correspondent à l'unité qui doit être livré par le promoteur à l'acquéreur, et à celui que le Fonds, en sa qualité de propriétaire, récupérera, soit à l'occasion de l'exercice de son droit de préemption, soit en fin de bail.

10/20

Des modifications mineures sont toutefois envisageables, pour autant que l'acquéreur obtienne préalablement et expressément l'accord du Fonds et du promoteur.

Le Fonds se réserve le droit d'accepter des modifications souhaitées par un acquéreur et qui n'auraient pas pour objet ou conséquence de changer la conception portante et le nombre de pièces de son unité, ni les modalités de répartition, ni les gaines et cheminées, ni la typologie ou l'affectation de son unité.

Cela implique notamment que les types de pièces et/ou d'espaces (pour les logements : chambre, salon, cuisine, WC, salle de bain, débarras, pièce pour machine à laver, ...) prévus ainsi que leur nombre et leur modalité de répartition (modalité de répartition entre les étages, modalités de communication entre les pièces/espaces, séparation des fonctions, cloisonnement, ...) ne peuvent être changés.

En tout état de cause, même dans le respect des conditions qui précèdent, le Fonds reste souverain dans son appréciation des modifications demandées.

Dans le cadre initial de la Vente en état futur d'achèvement, après l'éventuelle acceptation du Fonds vient la question de la faisabilité technique des modifications souhaitées, dans le respect des délais impartis au promoteur, notamment par le Fonds. Cela est à voir avec le promoteur, qui est également souverain dans l'appréciation des modifications demandées. A priori, à l'intérieur de ce cadre (faisabilité technique et respect des délais maximum) et après accord du Fonds, les aménagements sont à envisager avec le promoteur, en sachant que le surcout éventuel qu'ils entraîneraient (matériel, main d'œuvre, délai, ...) sont à l'entièvre charge de l'acquéreur.



11/20

Pour apprécier le supplément ou la moins-value à prendre en compte par rapport au prix fixé, le promoteur a précisé, dans la Notice Descriptive, un descriptif de l'ensemble de l'ensemble de ses prestations et de leur coût, à l'unité (en surface, en volume, à la pièce, ...), qui permettra de déterminer le supplément et/ou la moins-values résultant de la fourniture et/ou de l'installation d'autres équipements et/ou d'autres aménagements que ceux initialement envisagés. Il est précisé qu'en tout état de cause ces modifications ne peuvent donner lieu à aucune diminution ni remboursement du prix de vente convenu dans l'acte notarié.

Durant le bail, après l'éventuelle acceptation du Fonds vient la question de la faisabilité technique des modifications souhaitées, dans le respect des règles de la copropriété. Cela est à voir avec le Syndic.

D'une manière générale, et pendant toute la durée de bail, sans préjudice des compétences du Syndic, respectivement de l'assemblée des copropriétaires, ce qui touche à l'aspect extérieur des bâtiments et/ou aménagements (en ce compris les espaces verts et jardins) ainsi qu'à l'affectation doit être soumis pour accord express et préalable à l'architecte du projet ou ses ayants-droits et au Fonds, avant modification, tant pour ce dernier sur base de sa qualité de propriétaire que de sa mission légale, d'intérêt public, de gestionnaire et garant de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire sur le Plateau du Kirchberg.

En cas de modifications en contravention aux présentes dispositions, le Fonds se réserve le droit de mettre immédiatement et unilatéralement fin au droit d'emphytéose des surfaces concernées et/ou d'appliquer une clause pénale indemnitaire forfaitaire de 50.000 € (cinquante mille euros) (indice semestriel des prix de la construction Série A2 publié par le STATEC en janvier 2019), sans préjudice d'autres dommages et intérêts, dans le cadre de l'exercice de son droit de préemption ou en fin de bail.

Le morcellement de logements n'est pas autorisé. Il en est de même du regroupement de deux logements (y compris toute autre situation similaire).

Les caves sont attachées au logement et ne peuvent être vendues séparément.



VIII. LES EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT : CADRE APPLICABLE

- > un nombre limité d'emplacement de stationnement existe ;
- > Les emplacements de stationnement sont vendus avec un prix libre par le Promoteur

IX. PRIX D'ACQUISITION

12/20

> les prix de vente des logements durables sont indiqués sur le site web et seront repris sur le contrat de réservation. Ces prix sont établis sur la base du l'Indice semestriel des prix de la construction Série A2 publié par le STATEC en janvier 2024 (indice Octobre 2023 cote 1.140,51). Le prix des constructions à réaliser pourra être indexé au plus tard à la date de l'Acte Notarié sur la base de l'évolution de l'indice semestriel des prix à la construction Série A2 publié par le STATEC en juillet 2024 (indice Avril 2024).

Remarque

La redevance emphytéotique relative à la quote-part terrain, les frais et honoraires d'études et le cas échéant le prix des constructions déjà réalisées à la date de signature de l'acte notarié sont payables le jour de la signature de l'acte notarié.

Le solde du prix de vente sera payable par tranches successives au fur et à mesure de l'avancement des travaux selon un échéancier qui sera précisé dans l'acte notarié.

Chaque tranche du prix hors taxes des constructions à réaliser sera révisé lors de chaque tranche de facturation en fonction de la variation du dernier Indice semestriel des prix de la construction Série A2 publié par le STATEC à la date de chaque facturation, l'indice de base étant l'indice semestriel des prix de la construction Série A2 du mois de **Avril 2024**, tel que celui-ci sera publié par le STATEC..

Il est précisé qu'aucune indexation à la baisse n'est possible et qu'en tout état de cause l'indexation est limitée à 5% du Prix de Vente total indiqué à l'acte notarié.



X. DROIT DE PREEMPTION

> le Fonds ou ses ayants causes dispose d'un droit de préemption en cas de revente du logement et de l'emplacement de stationnement.

Explication

Un droit de préemption est un droit accordé à des personnes privées ou publiques d'acquérir un bien par priorité à toute autre personne, et ce lorsque le propriétaire manifeste sa volonté de le céder.

13/20

Le Fonds ou ses ayants causes dispose d'un droit de préemption en cas de cession par l'acquéreur d'un logement, (avec emplacement de stationnement et caves).

Ce droit de préemption s'applique sur toute la durée du bail (depuis l'acte notarié d'acquisition jusqu'à la fin du bail) et à toutes les aliénations : à titre onéreux (échanges, etc.), à titre gratuit, à l'exception des successions.

Le Fonds ou ses ayants causes est libre d'exercer ou de ne pas exercer ce droit.

Le droit de préemption est exercé à la Valeur de préemption (telle que définie ci-après).

En pratique

Le cédant devra informer le Fonds ou ses ayants causes, par lettre recommandée avec accusé de réception, de son intention d'aliéner tout ou partie du bien.

Le Fonds ou ses ayants causes aura un délai de 6 (six) semaines à compter de la réception de la prédite lettre pour notifier sa décision au cédant, par lettre recommandée, sous peine de déchéance du droit de préemption.

Si le Fonds ou ses ayants causes décide d'user de son droit de préemption (à la Valeur de préemption), le cédant a le droit de renoncer à la cession projetée en tout état de cause.

Si le Fonds ou ses ayants causes décide de ne pas acquérir le bien, le cédant sera libre de céder à un tiers et s'engage à faire respecter, par ce tiers et dans leur intégralité, les clauses suivantes :



14/20

> au moment de la signature de l'acte notarié d'acquisition :

- être une personne physique,
- le non cumul de (co)propriété, et/ou ne pas être (co)usufruitier d'un bien, directement ou indirectement, ni au Luxembourg, ni à l'étranger,
- l'attestation de travail dans la zone délimitée ou de domicile, pour les personnes retraitées,

> pendant toute la durée du bail :

- l'occupation effective, personnelle, permanente et principale du logement,
- la clause de préemption soit au prix du marché si le Fonds ou ses ayants causes n'a pas exercé son droit de préemption lors d'une vente préalable de l'ensemble du logement, soit à la Valeur de préemption si le Fonds ou ses ayants causes a exercé son droit de préemption.

Le cédant s'engage également à imposer la mention des mêmes clauses dans tout acte de vente qui interviendrait ultérieurement.

Le droit de préemption pourra être exercé par le Fonds lui-même, par l'Etat, la SNHBM ou par toute autre personne morale de droit public qu'il pourra désigner.

Le droit de préemption visé ci-dessus perdra tous ses effets dans l'éventualité d'une aliénation du bien par adjudication publique forcée, conformément aux dispositions de l'article 71 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière et intégré au Nouveau Code de Procédure Civile sub article 879, afin de se faire payer intégralement moyennant le produit de cette vente.

Toutefois, au cas où le prix d'adjudication du logement est supérieur à la Valeur de préemption, l'acquéreur sera redevable envers le Fonds ou ses ayants causes d'un montant égal à la différence entre le prix d'adjudication et la Valeur de préemption.

Sanction

En cas de non-respect du droit de préemption, le Fonds ou ses ayants causes est en droit de demander la résolution judiciaire du contrat de cession signé avec l'acquéreur du bien et/ou l'annulation du contrat conclu entre l'acquéreur et le tiers, sans préjudice de son droit de réclamer des dommages et intérêts.



XI. VALEUR DE RACHAT EN CAS DE CESSION

1. Pendant la durée du bail emphytéotique :

En cas de revente du logement, le Fonds ou ses ayants causes pourra exercer son droit de préemption à la **Valeur de préemption**.

D'une manière générale, la Valeur de préemption équivaut à la valeur résiduelle du bien, en prenant en compte l'évolution de la valeur de l'argent, la vétusté et la réduction du bail

15/20

Plus précisément, la Valeur de préemption se calcule en additionnant :

les frais de construction (en ce compris les frais d'architecte et d'ingénieurs) effectivement payés par le premier acquéreur au promoteur, majorés de l'évolution de l'indice des prix à la construction, uniquement à partir de la troisième année après l'achèvement du bâtiment, et diminué d'1% par année écoulée à partir de l'achèvement du bâtiment (jour de l'achèvement = 100%). La diminution est calculée au jour le jour.

et

la quote-part du terrain, majorée de l'évolution de l'indice des prix à la construction et diminuée au prorata des années de bail écoulées (1/99 par an, calculée au jour le jour)

et

les éventuelles plus-values, comme détaillée ci-après

et en diminuant de ce total les éventuelles moins-values extraordinaires dues à la faute ou à la négligence de l'acquéreur et/ou l'éventuelle pénalité qui s'appliquerait en cas de violation des obligations.

Remarque

Les éventuelles plus-values créées par l'acquéreur en cours de jouissance (la cuisine, le mobilier encastré et les équipements sanitaires, etc.) seront amorties sur dix ans (amortissement linéaire), pour autant que ces plus-values ne dépassent pas 12% de la valeur de préemption du logement et



que les travaux entrepris sont de nature neutre de manière à convenir à un acquéreur lambda. La remise en peinture n'est pas prise en compte.

Les installations de luxe ne seront pas prises en compte (par exemple Whirlpool, sauna, cave à vins, etc.).

Seules les factures acquittées se rapportant aux derniers travaux de rénovation effectués seront prises en compte. Les aménagements de dernière minute et sans rapport avec l'usage usuel et l'état de l'immeuble ne sont pas pris en compte.

En cas de rachat d'un logement ayant été vendu après achèvement, donc avec 16% (ou 17%) de TVA, le montant de la TVA éventuellement remboursé à l'acquéreur par l'Administration de l'Enregistrement sera également défafqué du prix de rachat, sauf si ce montant a déjà été remboursé par l'acquéreur à l'Administration de l'Enregistrement.

- Hypothèse de la revente par un indivisaire, en cas d'acquisition en indivision :

- Soit l'ensemble des indivisaires sont d'accord pour un rachat par l'(les) indivisaire(s) restant(s) des parts indivises vendues, quelle que soit l'éventuelle répartition entre les indivisaires restants. Dans ce cas, cette vente est autorisée par le Fonds et se fait obligatoirement à la Valeur de préemption, après en avoir préalablement prévenu le Fonds au moins un mois à l'avance, l'acceptation de ce rachat par celui-ci n'impliquant pas la possibilité par la suite d'empêcher l'exercice du droit de préemption à la Valeur de préemption ;

- Soit l'ensemble des indivisaires ne parvient pas à se mettre d'accord pour un rachat par l'(les) indivisaire(s) restant(s), et dès lors, notamment en application du régime général relatif à l'indivision, l'ensemble de la propriété est mis en vente, en respectant le droit de préemption du Fond.

2. A l'expiration du bail

Le Fonds ou ses ayants causes rachètera les constructions à la valeur du gros-œuvre fermé (gros-œuvre, châssis, toiture, façade extérieure) telle que cette valeur est établie, au moment de cette évaluation, par les parties ou, à défaut d'accord, par un collège de trois experts.

La valeur des ouvrages de seconde œuvre qui s'appuient sur le gros-œuvre fermé (cloisons, revêtements, cheminées, agencements, équipement, électricité, menuiseries intérieures, aménagements des salles de bains, cuisines, chauffage, climatisation, ascenseurs, etc.), et la valeur du terrain ne seront prises en considération pour la fixation du prix de rachat.



XII. DUREE DE VALIDITE DES CONDITIONS DE CANDIDATURE, D'ACQUISITION, ET D'OCCUPATION

> les conditions suivantes :

- être une personne physique,
- le non cumul de (co)propriété au moment et à l'occasion de l'acquisition, et/ou ne pas être (co)usufruitier d'un bien, ni au Luxembourg, ni à l'étranger,
- l'attestation de travail dans la zone délimitée au moment de l'acquisition (exception faite pour les personnes retraitées),
- l'attestation de domicile dans la zone délimitée au moment de l'acquisition pour les personnes retraitées,

sont à respecter à la date de signature de l'acte notarié d'acquisition et par tous les acquéreurs (hormis les exceptions prévues ci-avant).

> les conditions suivantes :

- l'occupation effective, personnelle, permanente et principale du logement,
- la clause de préemption soit au prix du marché si le Fonds ou ses ayants causes n'a pas exercé son droit de préemption lors d'une vente préalable, soit à la Valeur de préemption si le Fonds ou ses ayants causes a exercé son droit de préemption,

sont à respecter pendant **toute la durée du bail emphytéotique** et par tous les acquéreurs (hormis les exceptions prévues ci-avant).

XIII. RETROCESSION POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS DE CANDIDATURE, D'ACQUISITION ET/OU D'OCCUPATION

> Au cas où l'acquéreur ne respecte pas une des clauses reprises ci-avant (hormis les exceptions prévues), le Fonds ou ses ayants causes pourra mettre fin, unilatéralement, de manière anticipée et de plein droit, à tout ou partie du droit d'emphytéose conféré à l'acquéreur.

La rétrocession se fera au profit du Fonds ou ses ayants causes d'après les conditions de détermination du prix de rachat du logement en cas d'exercice du droit de préemption, déduction faite, dans le cadre d'une compensation, d'une **clause pénale indemnitaire forfaitaire de 100.000 € (cent mille euros)** (indice semestriel des prix à la construction du

STATEC d'avril 2022), sans préjudice d'autres dommages et intérêts. La capacité de compensation par le Fonds évoquée ci-dessus est exclue dans l'hypothèse où, et à due concurrence de ce que, cette compensation grèverait la capacité par l'établissement de crédit impliqué de recouvrer une partie de son solde restant dû.

XIV. REMARQUE GENERALE

18/20

Des montages destinés à contourner les obligations et restrictions prévues au présent document, ou leur principe, sont proscrits. En cas de montage ou de tentative de mettre en place un tel montage, le Fonds ou ses ayants causes sera en droit de mettre fin, unilatéralement et de manière anticipée, de plein droit et sans mise en demeure, à tout ou partie du droit d'emphytéose conféré à l'acquéreur, déduction faite d'une clause pénale indemnitaire forfaitaire de 50.000 € (cinquante mille euros) (indice des prix à la construction du STATEC de janvier 2019), sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

Le Fonds se réserve le droit de procéder à des contrôles permettant de vérifier le respect des conditions développées ci-dessus.

Les acquéreurs doivent y collaborer de bonne foi.

XV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre et pour l'exécution de la présente opération de cession, par leur participation et dans le but de celle-ci, les participants acceptent que le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg (« le Fonds ») traite les données à caractère personnel (« les données ») au sens du Règlement général sur la protection des données (« le RGPD ») qu'il(s) communique(nt). Cette acceptation constitue un consentement explicite audit traitement, notamment dans un cadre précontractuel.

A cet égard, le Fonds intervient comme Responsable de traitement. Ses coordonnées complètes sont Rue Erasme, 4 à 1468 Luxembourg ; tel. : (+352) 26 43 45 10 ; fax : (+352) 26 43 45 40 ; info@fondskirchberg.lu



19/20

Le Fonds communiquera les données à ses sous-traitants, à savoir l'étude d'huissier et, pour les candidats en ordre utile, le promoteur. Dans ce cadre, Le Fond s'engage à assurer que son sous-traitant respecte le RGPD et la Politique de traitement des données du Fonds.

Le Fonds s'engage à respecter le RGPD et, plus particulièrement, à limiter les données collectées, leur traitement, leur transfert ainsi que la durée de leur conservation, au minimum utile pour l'exécution de la présente. Aucune utilisation postérieure des données ou s'éloignant de la finalité initiale n'est prévue.

Toute partie/tout participant a le droit de retirer son consentement. Cela peut toutefois impliquer une rupture de relation contractuelle.

Le Fonds tient à jour un Registre des traitements consultable sur demande motivée.

Les données sont notamment protégées par les sécurités du système informatique du Gouvernement de l'état Grand-ducal tel que mis en place par le Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE).

Chaque partie/participant dispose du droit d'accès à ses données, des droits de rectification et/ou d'effacement de celles-ci, ainsi que des droits de limitation et/ou d'opposition à leur traitement.

De plus, chaque partie/participant a droit à la portabilité de ses données. Concrètement, la portabilité des données est leur transmission, dans un format structuré couramment utilisé et lisible par machine, au demandeur ou directement à un autre responsable du traitement. Ce droit ne concerne que les données traitées de manière automatisée et fournies par le demandeur. Ce droit est à distinguer des autres droits évoqués ci-dessus, et particulièrement du droit d'accès (qui concerne l'accès à l'ensemble des données du demandeur, à la confirmation de l'effectivité ou non d'un traitement, au(x) finalité(s) du traitement, aux catégories de données traitées, à l'identité des éventuels destinataires, à la durée de conservation, à l'existence des droits du demandeurs, à la source des données traitées et non-fournies par le demandeur ainsi qu'à l'éventuelle existence de mécanisme(s) de prise de décision automatisée et/ou de profilage).



Chaque personne est également titulaire du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (la CNPD, 1, avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette).

Pour toutes demandes ou questions concernant le traitement des données, la personne de référence à contacter est le délégué à la protection des données (Rue Erasme, 4 à 1468 Luxembourg ; tel. : (+352) 26 43 45 10 ; fax : (+352) 26 43 45 40 ; info@fondskirchberg.lu).

Les parties/participants dont les données sont traitées par le Fonds s'engagent à prévenir celui-ci de toutes modifications de ces données.